



HAL
open science

De la paix par le libre-échange à l'interventionnisme pour la paix

Alain Alcouffe, Fanny Coulomb

► **To cite this version:**

Alain Alcouffe, Fanny Coulomb. De la paix par le libre-échange à l'interventionnisme pour la paix : l'évolution de la pensée de J.M. Keynes de la première à la seconde guerre mondiale. XVe Colloque international de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique (ACGEPE), Laboratoire TRIANGLE (UMR 5206), Jun 2014, Lyon, France. hal-02051638

HAL Id: hal-02051638

<https://hal.science/hal-02051638>

Submitted on 27 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version préliminaire : ne pas citer ou diffuser sans accord des auteurs

**DE LA PAIX PAR LE LIBRE-ECHANGE A L'INTERVENTIONNISME POUR LA PAIX :
L'EVOLUTION DE LA PENSEE DE J.M. KEYNES
DE LA PREMIERE A LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

Alain Alcouffe* et Fanny Coulomb**

Les rapports entre Keynes et l'économie de la guerre sont plutôt paradoxaux, d'une part, Keynes a joué un rôle non négligeable dans l'effort de guerre de son pays durant les deux conflits mondiaux et il a reconnu l'effet de relance induit par le réarmement européen, d'autre part, l'inclinaison de Keynes vers différentes dimensions du pacifisme s'est manifestée à de nombreuses occasions dans sa vie, comme dans la conclusion de la *Théorie générale*, laquelle s'achève sur l'espoir que les réformes du capitalisme qu'elle propose conduiront à un monde sans guerre. Nous nous proposons de montrer que Keynes s'il n'a pas développé une véritable théorie économique de la guerre et de la paix, a constamment conservé le souci de promouvoir des solutions.

L'expression de « keynésianisme militaire », très utilisée durant la course aux armements américano-soviétique, a participé à nourrir les soupçons quant à la sympathie de Keynes pour le réarmement ou la guerre en tant qu'instrument privilégié de relance, voire même pour les régimes autoritaires. Son hostilité au libéralisme commercial en période de crise a aussi entretenu l'image d'un Keynes partisan du nationalisme économique, ce dernier étant souvent allé de paire avec l'éloge du militarisme, comme l'illustre le cas de Friedrich List, dans son *Système national d'économie politique* (1840).

Une lecture des écrits de Keynes permet cependant de mettre à mal ces suppositions. De fait, le pacifisme a marqué sa pensée de façon incontestable et sa préoccupation de résoudre la crise économique est directement liée à son hostilité à la guerre, qu'il considère pourtant inévitable en l'absence de retour à la prospérité.

Après avoir présenté le pacifisme affirmé du jeune Keynes (partie I), nous expliquerons que sa pensée des années 1920 est marquée par une critique radicale de l'esprit de revanche et l'appel à la coopération internationale (partie II). Enfin, nous montrerons comment, dans les années 1930, alors que la crise économique se prolonge et que le réarmement s'accélère, il va proposer une théorie économique originale, en rupture avec le libéralisme, dont la validité peut être testée par l'augmentation massive des dépenses militaires européennes (partie III).

* Professeur émérite, Université de Toulouse, alain.alcouffe@ut-capitole.fr

** Maître de conférences, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, fanny.coulomb@sciencespo-grenoble.fr

I - DE LA GUERRE DES BOERS A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : UN PACIFISME AFFIRME

Le jeune Keynes est marqué par la pensée libérale et le pacifisme, lequel est largement répandu parmi les économistes au début du XX^{ème} siècle¹. Proche des objecteurs de conscience, il est alors en accord avec les idées développées par le futur prix Nobel de la Paix Norman Angell, lequel appelle au désarmement européen.

L'hostilité à l'embrigadement et au militarisme

C'est lors de la seconde guerre des Boers (octobre 1899- mai 1902) que Keynes qui poursuit ses études au collège d'Eton depuis septembre 1897 est confronté directement à la guerre². En effet au début de l'année 1900, la direction du collège fait savoir aux étudiants qu'il est de leur devoir de se joindre aux rangs des volontaires³. Keynes demande leur avis à ses parents et, devant leur peu d'enthousiasme, il décide de se tenir à l'écart, exposant dans une lettre à ses parents sa lucidité vis-à-vis des emballements patriotiques :

« About the volunteers—I have not joined .. . I think that without your letter which amounted to a refusal I should have been compelled to be engulfed in this marvellous martial ardour that has seized the school. Some say that patriotism requires one to join the useless Eton shooters, but it seems to me to be the sort of patriotism that requires one to wave the Union Jack. » (ibidem).

Ces réserves d'un très jeune homme vis-à-vis de l'embrigadement ne traduisent pas nécessairement une conviction pacifiste mais quatre ans plus tard il réaffirmera, dans son essai sur Burke, : « *there is a certain minimum of personal freedom which should never be infringed* »⁴.

Cette hostilité à l'embrigadement se retrouve dans son mémoire *My early beliefs* où il écrit que lui et ses amis croient « *in a continuing moral progress by virtue of which the human race already consists of reliable, rational, decent people, influenced by truth and objective standards, who can be safely released from the outward restraints of convention and traditional standards and inflexible rules of conduct, and left, from now onwards, to their own sensible devices, pure motives*

¹ Coulomb F., Hartley K., Intriligator M.D. (2008), 'Pacifism in the economic analysis : a historical perspective', *Defence and Peace Economics*, Fall.

² Gilles Dostaler, 2005, *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel.

³ Dostaler, op.cit., p. 233.

⁴ Cite par Markwell Donald (2006), *John Maynard Keynes and International Relations: Economic Paths to War and Peace*, Oxford & New York: Oxford University Press, p.32.

and reliable intuitions of the good. ».⁵ et on la retrouve dans la lettre qu'il avait envoyé au tribunal en 28 février 1916 pour que soit reconnue son objection de conscience :

*« I claim complete exemption because I have a conscientious objection to surrendering my liberty of judgement on so vital a question as undertaking military service. I do not say that there are not conceivable grounds on which I should voluntarily offer myself for military service. But having regard to the actually existing circumstances, I am certain that it is not my duty to so offer myself, and I solemnly assert to the Tribunal that my objection to submit to authority in this matter is truly conscientious. I am not prepared on such an issue as this to surrender my right of decision, as to what is or is not my duty, to any other person, and I should think it morally wrong to do so. »*⁶

Ce document prend ses distances vis-à-vis d'un pacifisme de principe puisqu'il admet des circonstances dans lesquelles il pourrait s'engager dans la guerre. Les positions qu'il affirme résultent sans doute d'influences multiples mais les hésitations vis-à-vis de l'objection de conscience manifestent son souci de ne pas se couper de ses amis pacifistes. De fait, dès le déclenchement de la guerre, Keynes met ses talents au service des finances de son pays, comme le montre son article de septembre 1914 dans l'*Economic Journal*⁷, puis ses analyses des finances allemandes (1915) et enfin ses activités au Trésor, qui suffisent à l'exempter de la conscription. En fait il y a une cohérence entre les positions de Keynes, dans ses travaux consacrées à la première guerre mondiale comme cela ressort en particulier de son article sur l'économie de guerre allemande. Keynes qui était éditeur de *Economic Journal* y publiait des recensions de la littérature économique allemande. La publication en Décembre 1914, Janvier et Mars 1915 de numéros spéciaux de la revue *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* consacrés à l'analyse économique de la guerre ne pouvait pas lui échapper. Il analyse tout d'abord les articles consacrés aux problèmes financiers et il y relève les analogies avec la situation du Royaume Uni, qu'il a étudié dans son article de Septembre:

« The state of credit in Germany during the first two or three weeks of war seems to have resembled that which we experienced here much more closely than we have known hitherto. ». This issue also contains an article by Professor Brentano on the war and on the avoidance of its recurrence. Professor Brentano bases his hopes on the internationalisation of the sea and of the establishment in the future of such union between civilised peoples as may make

⁵ Collected writings, vol. 10, p.447.

⁶ Collected writings, vol. 16, p.178.

⁷ "War and the Financial System", August, *The Economic Journal*, Vol. 24, No. 95 (Sep., 1914), pp. 460-486

impossible the recurrence of such misfortunes as those which the world now suffers. »

Keynes rapporte également un article de E. Bernstein sur l'échec de la grève générale pour s'opposer à la guerre. Il expose en détail comment la social-démocratie allemande s'est retrouvée piégée par l'enchaînement des événements par lequel chaque pays a pu estimer qu'il s'agissait pour lui d'une guerre défensive et Keynes en profite pour s'en prendre à tous les va-t-en guerre :

« It is the horrible paradox of war and the perpetual scourge of peace parties in all countries, that when once war is joined it is for all nations a war of defence—a scourge of which those who, I will not say love war, but hate lovers of peace, do not spare the use. »

Il se réjouit par contre que Bernstein manifeste un *undiminished love of internationalism and international amity*, qu'il oppose à un article d'Edgar Jaffe (March, 1915) sur la militarisation de la vie économique. C'est l'occasion pour Keynes de s'élever contre *the 'German myth', shared by a minority of the German population, which recommends economic isolationism, 'permanent war' (and thus economic militarization), and the refusal of individualism, with a regulation system based on the State apparatus, aiming at an increasing effectiveness rather than human welfare*. Il parle à ce propos de *'hideous doctrine'*⁸.

Cependant, selon lui, de telles théories sont largement minoritaires parmi les économistes allemands.

« What is the general impression produced on the mind of an English reader of these Kriegshefte? Principally, I think, that Germany and Germans are not so different from the rest of the world as our daily Press would hypnotise us into believing. The German myth, which is currently offered for our belief, is of a superhuman machine driven by inhuman hands. The machine is a good one, but has by no means moved with such uncanny smoothness, as we come too easily to believe when it is hidden from us by a curtain of silence. Nor are the drivers, after all, so changed from what before the war we used to think them. In spite of Professor Jaffe, the general note is of moderation, sobriety, accuracy, reasonableness, and truth. »

Cette analyse respectueuse des économistes allemands doit être rapprochée des recommandations que contenait la lettre au *Times* d'A. Marshall du 22 août 1914 dans laquelle, si ce dernier acceptait l'idée d'une guerre défensive compte tenu des risques que représenterait pour l'Angleterre l'installation des allemands à Anvers, il affirmait son estime pour le peuple allemand (*exceptionally conscientious and upright, sensitive to the calls of duty, tender in their family*

⁸ "The Economics of War in Germany", *The Economic Journal*, Vol. 25, No. 99 (September 1915), pp. 443-452.

affections, true and trusty in friendship) . « *It is therefore our interest as well as our duty to respect them and make clear that we desire their friendship, but yet to fight them with all our might.* »⁹.

Cette lettre de Marshall provoqua de vives critiques ; dans une période d'excitation patriotique, l'amour que manifestait Marshall pour l'Allemagne fut pris comme une provocation et déclina la colère contre lui.

L'influence du pacifisme actif de Norman Angell

Le mouvement libéral pacifique est très actif à la veille de la première guerre mondiale, notamment en Grande-Bretagne. Ainsi, en 1910, dans un véritable best-seller, *The Great Illusion*, réédition remaniée d'un ouvrage de 1903, l'économiste britannique Norman Angell¹⁰ demande aux gouvernements de prendre conscience du fait que le temps des guerres est révolu, et de procéder à un désarmement. Au-delà des considérations strictement économiques, Angell présente le progrès de la civilisation comme engendrant une réduction de l'influence psychologique de la force physique, et la combativité humaine tendant de plus en plus à se transférer au niveau intellectuel. Ainsi, la force intellectuelle remplacerait progressivement la force physique, y compris au niveau de l'armée, dont l'efficacité dépend de plus en plus des ingénieurs et techniciens¹¹. Les progrès psychologiques doivent également engendrer une responsabilisation collective, une prise de conscience de la nécessité de renoncer à l'emploi de la force physique entre les Etats, détruisant ainsi la « *personnalité homogène des Etats* »¹². Dénonçant la course aux armements internationale¹³, il s'attache à montrer que l'idée selon laquelle « *la prospérité des nations dépend de leur puissance politique, d'où découle la nécessité de se protéger contre l'agression des autres nations, désireuses de diminuer notre puissance à leur profit* » est une « *erreur grossière et dangereuse* », une « *illusion* »¹⁴. Il veut démontrer « *qu'aucune nation étrangère ne tirerait aucun*

⁹ Lettre 1027, Marshall, A., & Whitaker, J. K. (1996). *The Correspondence of Alfred Marshall, Economist Volume 3*. Volume 3. Cambridge, Cambridge University Press.. Keynes rappellera cette position de Marshall vis-à-vis de l'Allemagne dans sa biographie de Marshall (Keynes, J. M., & Johnson, E. S. (1972). *The collected writings of John Maynard Keynes. Volume X, Essays in Biography*. London, Macmillan.

¹⁰ Norman Angell (1910), *La grande illusion*, Hachette et Cie, Paris.

¹¹ Ibid., pp. 210-243.

¹² Ibid., p. 244.

¹³ Ibid., pp. 274-300.

¹⁴ Ibid., p. xv.

avantage de la conquête des colonies britanniques, et que la Grande-Bretagne ne pourrait subir aucun dommage matériel de leur perte (...) »¹⁵.

Il s'oppose également à l'idée qu'une nation puisse s'enrichir par la guerre, l'indemnité de guerre elle-même ne parvenant pas à couvrir la totalité des coûts engendrés par le conflit et sa préparation¹⁶.

Sur ce point, Angell exprime dès 1910 des idées qui se retrouveront dans *Les Conséquences Economiques de la Paix* de Keynes. Selon Angell, il est vain d'imposer une indemnité de guerre, qui ne pourrait être payée que par des exportations vers le pays récipiendaire, provoquant chez ce dernier une crise sociale due au « dumping » représenté par ces produits étrangers dévalorisés. L'effet négatif de la réception, par l'Allemagne, du paiement par la France de 225 milliards de marks or à l'issue de la guerre de 1870-71, est selon lui une illustration du caractère non souhaitable des réparations.

Keynes a approuvé les idées d'Angell, et l'a même invité à parler au sein du Political Economy Club en février 1912¹⁷.

Norman Angell considérera en 1921¹⁸ que la critique keynésienne du traité de Versailles dans *ECP* valide sa théorie de 1910 sur les indemnités de guerre comme néfastes aux intérêts élémentaires des pays vainqueurs. Il reconnaît alors cependant une erreur dans son ouvrage *La Grande Illusion* : celle d'avoir affirmé que les interdépendances économiques internationales empêcheraient la survenue d'hostilités prolongées, du fait du risque d'épuisement économique. Or, l'Allemagne avait pu supporter sans s'effondrer quatre années d'isolement économique et de blocus. Selon Angell, l'économie allemande n'aurait cependant pas résisté au-delà, en l'absence de conflit déclaré¹⁹.

Keynes a accueilli chaleureusement l'ouvrage d'Angell de 1921, le qualifiant (selon Angell) « d'extrêmement bon »²⁰. Keynes a d'ailleurs encore soutenu Angell en 1931 quand il a candidaté (avec succès) pour le prix Nobel de la paix.

Cependant, comme nous le verrons plus loin, Keynes s'est plus tard démarqué du pacifisme jugé trop attentiste de la gauche, dont Angell était l'un des représentants.

¹⁵ Ibid., p. 93.

¹⁶ Ibid., pp. 77-92.

¹⁷ Turnell Sean (2002), *Keynes, economics and war*, Macquarie Economics Research Papers, 7, Sydney.

¹⁸ Norman Angell (1921), *The fruits of victory*

¹⁹ Williams Andrew J. Failed Imagination?: New World Orders of the Twentieth Century, *Failed Imagination? Anglo - American New World Orders from Wilson to Bush*, Manchester University Press, 1997 and 2007.

²⁰ Op.cit.

II- THE ECONOMIC CONSEQUENCES OF THE PEACE : UN PLAIDOYER ANTI-REVANCHE ET POUR LA SOLIDARITE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Devenu conseiller au Trésor britannique en 1915 et directement intéressé à la question du financement de la guerre, Keynes milite en vain contre l'option de la guerre totale pour la Grande-Bretagne. Il manque même démissionner du Trésor lorsque le gouvernement britannique lance l'appel à la conscription. Après la capitulation allemande, son ouvrage *The Economic Consequences of the Peace (ECP)*, paru en 1919, a un grand retentissement, en tant que critique majeure des conditions du Traité de Versailles. Keynes joue alors un rôle central dans le débat sur le sort économique de l'Allemagne et il appelle à la coopération internationale.

Keynes et le rapport Ashley (1916)

Keynes n'est pas aussi hostile qu'Angell au principe des indemnités de guerre. Au printemps 1916, le gouvernement anglais se soucia de savoir quels seraient les effets sur l'économie anglaise d'une indemnité versée par les vaincus²¹. Ce fut finalement à William Ashley qu'il fut demandé de rédiger un rapport à ce sujet. Ashley demande alors le concours de Keynes qui accepte en juin. A l'instigation d'Ashley est traduite une note d'Adolph Wagner imputant les difficultés de l'Allemagne après la guerre de 1870 à l'indemnité versée par la France. Finalement, après quelques navettes, le rapport est remis par ses deux auteurs le 2 janvier 1917²². Le mémorandum établit que le paiement d'une indemnité a en général des effets négatifs sur l'économie qui la verse et positifs pour l'économie qui la reçoit. Le mémorandum estime que l'effet des indemnités versées par la France à partir de 1871 a été positif pour l'économie allemande dans un premier temps mais a ensuite été anéanti par la spéculation qui s'en est suivie. En particulier, le rapport rejette l'idée que l'indemnité stimule le commerce du pays vaincu et soit un obstacle pour les exportations des vainqueurs. Le rapport n'écarte donc nullement l'idée de réparations, et en ce sens il constitue un désaveu des positions exprimées par Angell avant la guerre.

²¹ Le détail de la préparation du Memorandum se trouve dans Markwell Donald (2006), *John Maynard Keynes and International Relations: Economic Paths to War and Peace*, Oxford & New York: Oxford University Press. (pp. 55-58), Voir aussi W. Barber Barber W. J. (1991), 'Attempts to comprehend the nature of war, 1910-20', in Goodwin C.D. (ed), *Economics and national security, History of Political Economy*, annual supplement, 23, Duke University Press, 75-76..

²² *Activities, 1914-1919*, (London, MacMillan, 1971, pp. 311-330)

Le rapport Ashley s'interroge néanmoins sur la capacité de paiement de l'Allemagne et préconise la modération des exigences des pays vainqueurs. Keynes devait revenir sur cette question à la fin de 1918²³. Il avance comme point de départ de la négociation un total de revenus versés par l'Allemagne (réparations et autres) n'excédant pas 3 milliards de livres, un paiement effectif de 2 milliards, s'il était réalisé sans conséquences néfastes, étant un résultat très satisfaisant dans tous les cas.

La critique des réparations dans *The Economic Consequences of the Peace*

La critique des réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles, développée dans *The Economic Consequences of the Peace (ECP)* (1919)²⁴, est restée célèbre. Keynes est allé jusqu'à quitter le British Treasury pour protester contre les réparations, et il a milité fermement pour une révision du traité, et même pour une annulation de toutes les réparations. Il parle dans ECP d'une « paix carthaginoise », conduisant à la destruction de l'Allemagne, laquelle si elle est acculée à payer le montant d'indemnités prévu plongera définitivement dans la crise et même la famine. Or, la réaction peut être terrible. Keynes considère que l'effondrement économique aggraverait le risque de révolution ouvrière en Allemagne, rendant probable la diffusion du bolchevisme dans ce pays et son renforcement en Russie. Mais il évoque aussi un autre scénario, celui de la réaction autoritaire, avec la mise en place d'un régime aux possibles ambitions de domination européenne²⁵. En 1921, il réaffirmera qu'en Allemagne, l'affaiblissement économique ajouté à l'humiliation politique du Traité de Versailles peuvent conduire à une prise de pouvoir par les militaires²⁶. Les Alliés doivent se méfier d'une « réaction autoritaire » autant que du Bolchevisme, car elle pourrait conduire à une guerre mondiale.

Sur cette question, il est très critiqué par des économistes américains, mais surtout par des économistes français, notamment pour sa condamnation du projet d'occupation française de la Ruhr (le gouvernement français considérant que l'Allemagne esquivait volontairement ses obligations de paiement). Dans ECP, Keynes est lui-même très critique des exigences françaises et de la position

²³ *Memorandum by the Treasury on the Indemnity Payable by the Enemy Power for Reparation and Other Claims* (2 december 1918) (Activities, 358-378).

²⁴ *The Economic Consequences of the Peace* (1919), in the *Collected writings of John Maynard Keynes* edited by D. Moggridge, vol II, Macmillan, St Martin's Press.

²⁵ ECP, chapter VII

²⁶ *The Manchester Guardian*, 26/27 April 1921, Volume 17 p 230.

intransigeante de Clémenceau²⁷. Son opinion est que les Français n'ont pas conscience des implications économiques désastreuses des réparations pour l'Europe entière. Il regrettera en 1930 que la science économique ne soit pas suffisamment diffusée en France dans les cercles académiques et officiels²⁸. Dans les ECP parues en 1919, il écrit que la question principale n'est pas de savoir si les réparations sont moralement justifiées; seul le pragmatisme économique devrait influencer les choix politiques des gouvernements alliés. Et justement, Keynes met en avant l'argument des interdépendances économiques internationales : les mesures politiques visant à affaiblir le potentiel économique allemande sont de courte vue; en effet, une récession économique en Allemagne se diffuserait au reste de l'Europe. L'Allemagne ayant été le cœur économique de l'Europe avant la guerre, son effondrement économique déstabiliserait directement plusieurs pays d'Europe centrale, qui ont besoin d'une économie allemande forte²⁹.

Pour expliquer les défauts du Traité de Versailles, Keynes s'attache à montrer que l'Allemagne n'a pas la capacité de payer. Après avoir présenté les trois formes de paiement des réparations par l'Allemagne (transferts de richesses sous forme d'or ou de titres étrangers ; valeur de la propriété des territoires cédés ; paiements annuels en partie en espèces et en partie en marchandises telles que le charbon, la potasse et les colorants), il écrit :

« It is evident that Germany's pre-war capacity to pay an annual foreign tribute has not been unaffected by the almost total loss of her colonies, her overseas connections, her mercantile marine, and her foreign properties, by the cession of ten per cent of her territory and population, of one-third of her coal and of three-quarters of her iron ore, by two million casualties amongst men in the prime of life, by the starvation of her people for four years, by the burden of a vast war debt, by the depreciation of her currency to less than one-seventh its former value, by the disruption of her allies and their territories, by Revolution at home and Bolshevism on her borders, and by all the unmeasured ruin in strength and hope of four years of all-swallowing war and final defeat. All this, one would have supposed, is evident. Yet most estimates of a great indemnity from Germany depend on the assumption that she is in a position to conduct in the future a vastly greater trade than ever she has had in the past. »³⁰

Il est particulièrement inquiet du risque d'inflation en Europe, qui peut saper les fondements mêmes du capitalisme, préparant une révolution sociale :

²⁷ ECP, chapitre II.

²⁸ The Macmillan Committee, Committee on Finance and Industry, 7 March 1930, Volume 20 p 154.

²⁹ ECP, 145.

³⁰ ECP, chapitre V.

« Lenin was certainly right. There is no subtler, no surer means of overturning the existing basis of society than to debauch the currency. (...) The profiteers are a consequence and not a cause of rising prices. By combining a popular hatred of the class of entrepreneurs with the blow already given to social security by the violent and arbitrary disturbance of contract and of the established equilibrium of wealth which is the inevitable result of inflation, these Governments are fast rendering impossible a continuance of the social and economic order of the nineteenth century. But they have no plan for replacing it. »³¹

Décrivant les déséquilibres commerciaux de la France et de l'Italie, ainsi que la situation budgétaire désastreuse de ces deux pays, couplée à une inflation galopante, il explique qu'un affaiblissement de l'Allemagne par les réparations aurait un effet aggravateur sur toute l'économie européenne³².

Dès 1918, Keynes avait souligné les possibles effets pervers des réparations, qui pourraient forcer l'Allemagne à développer ses exportations, empirant ainsi la concurrence économique internationale. Les réparations ne doivent ainsi absorber que l'excédent commercial allemand normal, lequel aurait pu être consacré à l'investissement extérieur et aux exportations³³.

En 1920, revenant sur la question des réparations, il ajoute qu'il n'est pas justifié de tenir l'Allemagne comme seule responsable de la guerre, ce qui est sous-entendu par l'idée de « réparations ». Il reproche l'injustice du Traité de Versailles et son manque d'honorabilité, car il ne respecte pas les quatorze points de Wilson (base sur laquelle les Allemands ont accepté la paix) refusant les contributions de dommages punitifs. Sur ce point (déjà abordé dans le premier chapitre des ECP), il dénonce l'incompréhensible revirement de Wilson, qui a d'abord eu « les mots d'un philosophe », et s'est ensuite soumis à la « réalité du pouvoir ». « Sur certains, sujets, nous n'avons pas gardé la foi. » Il rappelle qu'il y a des raisons éternelles pour que l'homme tienne ses promesses, et appelle à une « croisade pour l'inviolabilité des engagements internationaux »³⁴.

³¹ ECP, chapter VI.

³² ECP, chapter VI.

³³ *Memorandum by the Treasury on the Indemnity Payable by the Enemy Powers for Reparation and other Claims*, 1918, Volume 16 p 380.

³⁴ *Everybody's Magazine*, September 1920, Volume 17 p 51.

La mauvaise réception des idées de Keynes en France

En France, les positions d'un Keynes jugé « germanophile » suscitent beaucoup d'indignation. Après la Première Guerre Mondiale, l'économie de la France est très affaiblie et l'idée selon laquelle « *L'Allemagne paiera* » est alors dominante.

De nombreux économistes français soutiennent le traité de Versailles. Pour Biard d'Aunet³⁵, les réparations demandées sont trop faibles, aux vues de « *la complicité de la nation allemande* », dont le caractère est belliqueux et les aspirations démocratiques incertaines. Blondel³⁶ partage ce point de vue. André Tardieu (1921, 16), conseiller de Clémenceau au Traité de Versailles et futur Président du Conseil, exprime sa crainte des conséquences futures de l'agressivité du peuple allemand, considérant que, en Allemagne, les « *intellectuels d'université* » fournissent « *la justification philosophique d'une guerre de rapine* ». Il s'oppose directement à l'argument de Keynes sur les risques politiques de réparations trop élevées : « *Vous dites qu'on risque de provoquer en Allemagne une irritation nationaliste. La défaite allemande a créé déjà ce sentiment. D'où le besoin de se protéger contre un risque qui existera de toute façon.* »³⁷

Cette mise au ban de la société internationale de l'Allemagne est cependant contestée par certains économistes. Dès 1921, l'économiste français Charles Rist, très influencé par Keynes, souligne les difficultés concrètes auxquelles se heurte la réalisation des dispositions contenues dans le Traité de Versailles. D'ailleurs, les versements allemands à la France sont très faibles dans les premières années d'après-guerre, et en 1924, le Plan Dawes décide de les suspendre en attendant que la situation financière de l'Allemagne soit rétablie. Dans sa mise en évidence des effets pervers de l'indemnité, Charles Rist refuse cependant d'adhérer aux prévisions pessimistes de l'économiste britannique quant au non-paiement des réparations, et s'attache à rechercher les moyens pratiques qui permettraient ces versements³⁸. De même, Yves Guyot³⁹, rédacteur en chef du *Journal des Economistes*, appelle à la modération des exigences des vainqueurs, pour ne pas entretenir l'esprit de revanche chez les vaincus. Cependant, il préconise le

³⁵ Biard d'Aunet (1923), *Le règlement des réparations*, *Revue d'Economie Internationale*, pp. 4-40.

³⁶ Georges Blondel (1920), *La situations économique et financière de l'Allemagne*, *Revue Economique Internationale*, pp. 443-460.

³⁷ Ibid, p. 445.

— ³⁸ Voir Alcouffé A. (1997), Keynes and the French guardians of the Say's law, ESHET, 1st conference, Marseille et Coulomb F. (2000), « Charles Rist, la revanche de l'économie sur l'esprit de revanche », in Dockès P. (dir.) : « *Les traditions économiques françaises 1848-1939* », Editions du CNRS, Paris.

³⁹ Yves Guyot (1921), *L'année du Traité de Versailles*, *Journal des Economistes*, pp. 3-27.

démantèlement de l'empire allemand et de l'empire austro-hongrois, comme base de paix future. A l'opposé, Charles Gide⁴⁰ critique l'interdiction faite à l'Allemagne de conserver ses colonies, ce qui pénalisera la reconstitution de son industrie et l'incitera à conquérir les marchés sud-américains et asiatiques.

Pour Jacques Rueff, en revanche, en opposition avec les principes du plan Dawes et défenseur du mécanisme d'ajustement automatique des balances des paiements, il n'y a pas de problème de transfert. L'Allemagne peut assurer le transfert en obtenant des ressources étrangères par un emprunt international, ou, s'il n'est pas possible, par l'impôt ou l'emprunt intérieur. Dans ces deux derniers cas, « *les ressources obtenues le seraient en monnaie nationale. Pour en assurer le transfert, l'Allemagne serait amenée à rechercher, sur tous les marchés financiers, les devises étrangères. Le cours de la monnaie allemande par rapport à toutes les autres monnaies baisserait, en dehors de toute mesure d'inflation et sans qu'il y ait variation sensible de son pouvoir d'achat intérieur. Du fait de la disparité positive du mark à l'étranger ainsi réalisée, les exportations allemandes se trouveraient stimulées, dans la mesure exactement nécessaire pour fournir à l'Etat les monnaies étrangères dont il aurait besoin. Pour se les procurer, il ne lui resterait qu'à les acheter en monnaie allemande, à ses exportateurs.* »⁴¹ Plus tard, Rueff s'opposera au principe du Plan Dawes de la limitation des sommes transférables en espèces, celles-ci pouvant être inférieures aux prélèvements fiscaux pour les réparations, en cas de risques de troubles monétaires⁴². L'argumentation de Rueff, largement approuvée par les économistes libéraux français, apporte donc de l'eau au moulin des partisans de la solution de « faire payer l'Allemagne ».

Plusieurs années plus tard, le débat n'était pas retombé, ravivé au contraire par la seconde guerre mondiale, qui suscita naturellement nombre de réflexions quant à ses causes. Dans son livre à charge contre ECP publié en 1946, « *La paix calomniée ou les Conséquences Economiques de M. Keynes* »⁴³, l'historien français Etienne Mantoux accuse Keynes d'avoir engendré une polémique sur les réparations qui a contribué à nourrir un sentiment d'injustice en Allemagne, créant les conditions de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, Mantoux revient sur la

⁴⁰ Charles Gide (1919), *Le partage de l'Afrique et le traité de paix*, *Revue d'Economie Politique*, pp. 754-765.

⁴¹ Jacques Rueff (1922), *Le change, phénomène naturel*, dans *Théorie monétaire*, Volume II, Plon, Paris, 1979, pp. 141-180, p. 173.

⁴² Jacques Rueff (1928), *Une erreur économique: l'organisation des transferts*, dans *Théorie monétaire*, op. cit., pp. 181-200, p. 183.

⁴³ Mantoux, Etienne (2002 [1946]), *La paix calomniée ou Les Conséquences économiques de M. Keynes*, L'Harmattan, Paris.

question de la capacité à payer de l'Allemagne au moment du Traité de Versailles, estimant que les prévisions de Keynes quant à son possible effondrement économique n'étaient pas fondées.

Keynes ne s'est jamais prononcé au-delà des années 1920 sur cette question, d'autant que sa réflexion a radicalement évolué après la publication des ECP, qui étaient basées sur un corpus théorique libéral. Ainsi, selon Turnell⁴⁴ : « *Keynes was in effect to repudiate much that he wrote on the links between economics and war in ECP. Of course, it is also true that the economics in ECP, and Keynes's analysis of the transfer problem that he was convinced German reparations would impose, was based on an orthodoxy he would spend the rest of his life in trying to change* ». Comme nous le verrons par la suite, Keynes s'est également démarqué à la fin des années 1930 du pacifisme jusqu'au-boutiste d'une partie de la gauche radicale européenne.

L'appel à la coopération économique internationale pour restaurer la prospérité économique

Dans ECP, Keynes affirme qu'un économiste ne justifie son existence que s'il participe à l'élaboration de solutions concrètes pour améliorer le fonctionnement de l'économie libérale ; dans ces conditions, il est nécessaire d'adopter une méthodologie particulière, à savoir l'observation des problèmes concrets comme fondement d'une théorie économique originale. Il prédit la révolution en Europe si rien n'est fait pour éduquer l'opinion publique, dont les courants cachés sont en dernier ressort bien plus déterminants pour la survie du système que les actions des hommes politiques⁴⁵. En 1923, il réaffirme que la guerre doit être évitée autant que possible, non pas parce qu'elle comporte un coût économique, mais parce qu'elle est contraire à la nature humaine : par essence, l'homme est naturellement porté vers la paix⁴⁶, mais il faut mettre en place des structures politico-économiques adéquates.

Pour mieux concilier les impératifs de paix internationale et de défense des intérêts économiques nationaux, Keynes fait appel à la coopération économique internationale. Dans ECP, il lie la question des réparations à celle de la dette interalliée. L'argument avancé est que le danger d'une crise de la dette pèse sur l'économie mondiale et qu'il est d'autant plus grand que, pour la première fois, le fardeau de la dette n'est pas représenté par de « vrais capitaux » et n'est pas « limité par le système de propriété » ; selon Keynes, le système d'endettement à grande

⁴⁴ Turnell Sean (2002), *Keynes, economics and war: a liberal dose of realism*, Macquarie economic research papers, Sydney, p. 2.

⁴⁵ ECP, p 243.

⁴⁶ The Manchester Guardian Commercial, 4 January 1923, Volume 17 p 450.

échelle entre gouvernements n'est pas naturel, ni en conformité avec la nature humaine, et aucun peuple ne peut consentir longtemps à travailler pour remplir un paiement étranger⁴⁷. L'annulation des dettes interalliées serait un signe de solidarité entre les Alliés et contribuerait à la mise en place d'une nouvelle Europe⁴⁸.

Dans le même souci de coopération internationale, Keynes demande dès 1919 l'assistance financière des Etats-Unis, sous la forme d'un prêt international, pour aider au redémarrage de la production européenne, empêchée par l'excès d'importations sur les exportations et par les désordres monétaires⁴⁹. Par ailleurs, il suggère, à l'occasion de la Conférence Financière d'Amsterdam de 1919, la création d'une nouvelle monnaie internationale et de règlements sous forme de troc (compensations). Il propose également dans *ECP* une zone de libre-échange en Europe, pour restaurer l'efficacité économique détruite par les innombrables nouvelles frontières européennes, et pour promouvoir la paix⁵⁰.

Le souci de Keynes de trouver des solutions pour pacifier les relations internationales transparait dans toutes ses propositions de politique extérieure. Dès 1921, outre l'annulation des dettes interalliés⁵¹, il préconise le désarmement, dans l'idée que les structures économiques nationales pourraient profiter des économies réalisées par la réduction des dépenses militaires.⁵² On peut remarquer que l'idée du désarmement généralisé pour favoriser la reprise économique au lendemain de la guerre est très répandue à l'époque ; ainsi, l'*US Treasury*, lorsqu'il refuse de faire un nouveau prêt à l'Europe en 1919, préconise le désarmement, une taxation adéquate et des prêts domestiques pour la guérison du monde. Keynes s'inscrit dans cet ordre de pensée, en y ajoutant une originalité certaine. Dans le cadre du Sous-Comité de la Société des Nations britannique pour la Limitation des armements, il propose la limitation des dépenses militaires, sans succès⁵³.

Enfin, lors de la Conférence de Gênes pour la stabilisation des échanges internationaux de 1922, Keynes appelle à un accord économique au niveau international. Le maintien de risques politiques en Europe rend nécessaire cet accord, qui doit aider à organiser les relations internationales en termes de paix, de

⁴⁷ *Op.cit.*, p 178.

⁴⁸ *Scheme for the rehabilitation of European credit and for financing relief and reconstruction*, 1919, Volume 16 p 429.

⁴⁹ *ECP*, p 180.

⁵⁰ Markwell, *op.cit.*

⁵¹ *Sunday Times*, 18 September 1921, Volume 17 p 272; *Manchester Guardian*, 24 April 1922, Volume 17 p 398.

⁵² *Sunday Times*, 11 September 1921, Volume 17 p 271.

⁵³ February 1921, Volume 17 p 241.

liberté commerciale et de richesse économique, et ce « afin qu'être un citoyen de la Société Européenne permette de jouir à nouveau des vieilles libertés personnelles »⁵⁴.

Keynes adopte à cette période ici un discours libéral, liant implicitement la paix mondiale à l'essor des échanges internationaux régulés par des accords internationaux empêchant le protectionnisme et les politiques commerciales agressives.

III – LA PENSÉE KEYNESIENNE NÉE DE LA RÉFLEXION SUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

Comme le rappelle Turnell⁵⁵, Skidelsky⁵⁶, auteur d'une biographie sur Keynes, jugeait que ce dernier n'avait que peu de compétences en matière de relations internationales, notamment du fait de son éloignement des cercles dirigeants de la politique extérieure britannique. Turnell conteste ce point de vue, arguant que si Keynes avait pu lancer quelques « bad calls »⁵⁷, sa pensée a néanmoins évolué durant l'entre-deux guerres, suite à une réflexion poussée sur ces sujets. De fait, la « révolution keynésienne » a sans doute été en grande partie nourrie par les réflexions empiriques sur les causes de la guerre et les conditions de la paix mondiale⁵⁸. Dans la pensée de Keynes, la guerre, si détestable soit-elle, fait émerger de nouvelles solutions de politique économique et de coopération internationale par le biais d'institutions internationales.

Le plaidoyer pour l'utilisation de l'arme économique comme moyen de prévention d'une guerre mondiale

Au cours des années 1930, Keynes fait plusieurs propositions de coopération politique pour la défense de la paix, convaincu de la puissance potentielle de l'arme économique. En 1929 il participe à une *Ebauche de Convention pour l'Assistance*

⁵⁴ The New Statesman and Nation, 25 March 1938, Volume 28 p 102.

⁵⁵ Turnell, op.cit., p. 2.

⁵⁶ Skidelsky Robert (1983-2000), *John Maynard Keynes*, 3 volumes, Macmillan.

⁵⁷ Notamment sa sous-estimation des intentions de Hitler, relevée par Turnell (op.cit.) : “In a world war Hitler will be beaten and knows it. I agree with you that we should bluff to the hilt; and if the bluff is called, back out. I prefer, meanwhile, meiosis and bogus optimism in public.” Keynes to Kingsley Martin, 26 August 1938, CWXXXVIII, p.117.

⁵⁸ Coulomb F. (1997), « La révolution keynésienne : une conséquence inattendue de l'analyse de la sécurité internationale de l'entre-deux guerres », *Cahiers de l'Espace Europe*, Contribution en l'honneur du Pfr Robert Eisner, Grenoble.

Financière par la Société des Nations, qui propose la prévention future des conflits par la Société des Nations au moyen de l'arme financière. La perspective d'un soutien financier à l'une des deux parties belligérantes dans un conflit potentiel dissuaderait l'autre partie de déclencher les hostilités⁵⁹. Quelques années plus tard, en 1935, il défend le principe des sanctions économiques prises à l'encontre de l'Italie, réfutant l'argument selon lequel celles-ci pourraient inciter l'Italie à déclarer la guerre. Pour Keynes, un tel acte ne relèverait pas d'un calcul raisonnable⁶⁰. Enfin, en 1937, il affirme qu'il existe neuf chances sur dix pour que la menace de sanctions contre le Japon ait un effet positif⁶¹. Plus généralement, il se déclarera convaincu de l'efficacité des sanctions économiques :

« *Je suis sûr que le monde sous-estime grandement l'effet des sanctions économiques.* »⁶²

En 1935, il propose de renforcer la Société des Nations en limitant ses membres aux pays véritablement désireux de faire la paix. Il pense désormais qu'il est trop tard pour parler de désarmement, et qu'au contraire la S.D.N. doit renforcer son pouvoir économique et militaire pour être une force de dissuasion pour les «*law-breakers*» (ceux qui ne respectent pas la loi). Il déplore, avec une ironie mordante, l'impasse dans laquelle se trouve ce projet, du fait du refus des Etats-Unis, clé de voûte du système, d'y participer.

« *Cependant, on nous dit que c'est une impossibilité ; les Etats-Unis sont trop effrayés par leurs liens avec l'extérieur, ils sont trop éloignés du sort du reste du monde et même de la civilisation, pour prendre les engagements nécessaires.* »⁶³

Keynes ne croit pas que l'affrontement entre la démocratie et les totalitarismes puisse se résoudre par un conflit armé. Convaincu que l'adhésion de l'opinion publique ne peut se faire que par l'adhésion à un idéal moral concrétisé notamment par une nouvelle théorie économique, il dénonce l'inutilité d'une nouvelle «*guerre de religions*».

« *J'envisage avec écoeurement la tendance croissante à faire de la lutte entre les deux idéologies (ou serait-il concédé qu'il y en a trois ?) une autre Guerre de Religion, à croire que l'issue peut ou sera déterminée par la force des armes, et à penser que c'est notre devoir de nous hâter dans tous les coins du monde où ceux de notre foi sont opprimés... Prêsumons que la guerre ait lieu, et supposons, pour l'argumentation, que nous gagnions. Et après ? (...) Qu'allons-nous faire des*

⁵⁹ The Nation and Athenaeum, 8/15 March 1930, Volume 20 p 332.

⁶⁰ The New Statesman and Nation, 28 September 1935, Volume 21 p 370.

⁶¹ Letter to the Editor of The Times, 28 September 1937, Volume 28 p 82.

⁶² Letter to Gladwyn Jebb, 29 September 1937, Volume 28 p 83.

⁶³ *Message on world peace*, Cosmopolitain, fin 1935, Volume 21 p 374.

vaincus ? Allons-nous leur imposer notre idéologie favorite (quelle qu'elle soit d'ici là) dans un traité de paix à jour, ou présumons-nous qu'ils l'adopteront avec un enthousiasme spontané ? (...) La défaite serait un désastre complet. La victoire, comme d'habitude, serait inutile, et probablement pernicieuse. C'est une illusion de croire que la conscience de la culpabilité dans le meurtre nécessaire peut régler ce qui est principalement une question morale. Par conséquent, et par ailleurs, je maintiens que les appels à la paix sont de première urgence. »⁶⁴

Une controverse a par la suite émergé, certains détracteurs de Keynes l'accusant d'avoir nourri des sympathies pour le régime nazi, avançant pour preuve l'évocation du totalitarisme comme régime privilégié pour appliquer l'interventionnisme économique, dans la préface de l'édition allemande de la *Théorie Générale* en 1936. Un tel argument paraît difficilement recevable, tant le pacifisme de Keynes et son attachement à la démocratie et aux libertés individuelles transparaissent dans tous ses écrits. En outre, la paternité précise de cette préface est sujette à caution⁶⁵. Keynes a fortement critiqué les politiques nationales d'autarcie conduits dans les années 1930, avec le développement du fascisme, du nazisme et du communisme. Nous avons précédemment évoqué son rejet du nationalisme économique allemand dans les années 1910 (cf. partie I). Dans son article de 1933 sur l'autosuffisance nationale⁶⁶, il explique que le protectionnisme doit être considéré avec circonspection; "*For I must not be supposed to be endorsing all those things which are being done in the political world today in the name of economic nationalism. Far from it.*" (1933: 244). Par ailleurs, Markwell rappelle qu'au milieu des années 1930, Keynes parle des « *brigand powers* » à propos de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.⁶⁷

Le soutien au réarmement des démocraties

Dans l'entre-deux guerres, Keynes a ainsi œuvré en faveur de la paix, réticent jusqu'en 1938 à reconnaître inéluctable la guerre avec l'Allemagne. En 1937, il écrit :

« I maintain that the claims for peace are paramount. It is our duty to prolong peace, hour by hour, day by day, for as long as we can. We do not know what

⁶⁴ The New Statesman and Nation, 10 July 1937, Volume 28 p 61.

⁶⁵ Sur ce point, voir Hagemann Harald (2002), *The German edition of Keynes's General Theory: Controversies on the Preface*, Universität Hohenheim, conférence ESHET, mai 2013.

⁶⁶ "National Self-Sufficiency," The Yale Review, Vol. 22, no. 4 (June 1933), pp. 755-769

⁶⁷ Markwell (1995), *J.M. Keynes, idealism and the economic bases of peace*, in Long David, Wilson Peter, "Thinkers of the twenty years' crisis", Clarendon Press, Oxford, p. 197.

*the future will bring, except that it will be quite different from anything we could predict.*⁶⁸

Cependant son pacifisme n'est pas illimité. Dès 1936, avec la montée en puissance des agressions militaires par les « *brigand powers* » et le déclenchement de la guerre civile espagnole, il reconnaît la nécessité du réarmement des démocraties européennes, dans un but dissuasif⁶⁹. Ses ennuis de santé l'ont sans doute empêché de multiplier les écrits sur cette question en 1937-1938. Mais à la veille de la seconde guerre mondiale, il s'oppose à la politique des socialistes qui envisagent d'appeler les populations à refuser de se battre, de payer des taxes ou de travailler en cas de guerre. Il accusera même les économistes pacifistes libéraux de l'avant-première guerre mondiale, et notamment Angell, d'avoir desservi les intérêts de leur pays, en refusant de reconnaître la réalité d'un danger pour la sécurité nationale découlant de la situation internationale et en maintenant leurs appels à la paix jusqu'à la veille du conflit mondial.

Quelques mois avant la Conférence de Munich du 29 septembre 1938, il s'oppose à la politique d'attentisme des gouvernements alliés, et il préconise, contre le « pacifisme négatif » inefficace que Lloyd George et Chamberlain ont jusqu'alors opposé à Hitler, un « pacifisme positif », seul rempart selon lui contre le « militarisme positif » qui caractérise l'Allemagne. Il propose la création d'une nouvelle Société des Nations, plus responsable, aux pouvoirs étendus⁷⁰. Quant à l'accord de Munich entre Chamberlain et Hitler, il écrit à ce propos :

*« Neither the Prime Minister nor Herr Hitler ever intended for one moment that the play-acting should devolve into reality. »*⁷¹

Tous ses écrits laissent peu de doutes quant à sa lucidité vis-à-vis des événements de la période et son hostilité aux régimes non démocratiques fortement militarisés. Cependant, jusqu'au bout, il croira au pouvoir de la dissuasion pour éviter un conflit ouvert. Ainsi, il évoque en 1938 la création d'un nouveau « Pacte européen », qui serait responsable à la fois à la défense et à la prévention des conflits, par le biais de la dissuasion, et qui assurerait la sécurité collective de l'Europe en canalisant les forces dans le sens d'une action commune⁷². Il aurait trois types de fonctions : une assistance financière, le blocus, une alliance militaire totale. La dissuasion est l'idée principale de ce Pacte. Cette institution serait principalement consacrée aux problèmes européens ; pour le reste du monde, à côté d'une

⁶⁸ The New Statesman and Nation, 10 July 1937.

⁶⁹ Letter to MSN, 13 July 1936, reproduced in CW XXVIII, p.47.

⁷⁰ The New Statesman and Nation, 25 March 1938, Volume 28 p 99.

⁷¹ The New Statesman and Nation, October 1938, Volume 28.

⁷² op. cit. p 99.

«*European League*», des institutions similaires pourraient être créées en Amérique («*American League*»), dans le Pacifique («*Pacific League*»), ou en Afrique («*African League*») ⁷³.

Le rejet de la mondialisation libérale

La persistance de la crise économique en Europe et aux Etats-Unis dans l'entre-deux guerres a persuadé Keynes de la nécessité de trouver d'autres solutions pour sauver le système capitaliste de la remise en cause externe ou de la déstabilisation interne. En 1934, il écrit que les mesures inadéquates de politique économique prises en réponse à la crise économique découlent d'une mauvaise compréhension des mécanismes économiques, toujours fondée sur la même théorie libérale qu'au XVIII^{ème} siècle, pourtant désormais inadaptée aux réalités économiques contemporaines. Ainsi, le «système standard» des libéraux et des marxistes doit être abandonné, avec la mise en place d'un nouveau «paradigme scientifique» ⁷⁴. La politique de l'Etat dans le domaine économique est alors présentée comme le remède principal contre la crise. Même s'il se rapproche des Libéraux lorsqu'il relie paix et prospérité économique, Keynes ne considère plus désormais que le laissez-faire ne garantisse l'un ou l'autre de ces deux objectifs, et il préconise des politiques économiques interventionnistes.

En 1938, il réaffirme avec force que face à la tentation des idéologies totalitaires, nuisible à la paix mondiale, la théorie économique doit être fondamentalement un instrument de défense du régime libéral. Le rôle de l'économiste est essentiel, en tout cas susceptible de devenir déterminant.

« We are learning to honour more than formerly the achievements of our predecessors and the Christian civilisation and fundamental laws of conduct which they established in a savage world. We are seeing and enduring events, worse than which have not been seen and endured since man became himself. If we still recognise the difference, not merely between peace and war, but between good and evil, and between right and wrong, we need to rouse up and shake ourselves and offer leadership. » ⁷⁵

Dans son célèbre article de 1933, *National Self-sufficiency*, Keynes rappelle qu'il a été élevé dans la conviction de la nécessité du libre-échange :

⁷³ The New Statesman and Nation, 25 March 1938, Volume 28 p 102.

⁷⁴ The New Statesman and Nation, 10 November 1934, Volume 28 p 34.

⁷⁵ The New Statesman and Nation, 25 March 1938, Volume 28 p 99.

*« I was brought up, like most Englishmen, to respect free trade not only as an economic doctrine which a rational and instructed person could not doubt, but almost as a part of the moral law. »*⁷⁶

De fait, dans ses premiers écrits, Keynes dénonçait fermement le protectionnisme. Il fait ainsi en 1910 un discours à la Cambridge Union contre la réforme des droits de douane: « *Protection is a flower which grows in rank soil.* » Le libre-échange était un barrage à la “corruption interne” générée par le protectionnisme⁷⁷. Et en 1922, Keynes appelle la Grande-Bretagne à résister à la vague de protectionnisme en Europe, écartant l’idée que celui-ci puisse résoudre le problème du chômage⁷⁸. Mais en 1933, la pensée de Keynes sur le commerce international a évolué. Selon lui, l’idée selon laquelle le libéralisme économique est synonyme de paix internationale n’a pas été validée par les faits. Il accuse la recherche d’une spécialisation internationale maximale et d’une diffusion internationale du capital d’être responsables des politiques nationales agressives conduites afin de protéger des intérêts particuliers, conquérir de nouveaux marchés et accroître l’impérialisme économique. Il a des doutes sur les avantages économiques d’une dépendance accrue des structures économiques au capital étranger et aux politiques extérieures. Il considère que les flux de capitaux (notamment quand le rapport entre l’efficacité marginale du capital et les taux d’intérêt est plus avantageuse à l’extérieur) empêchent la mise en place de bonnes politiques économiques, et il dénonce la séparation entre la propriété effective et le management des entreprises. Tout en réaffirmant son pacifisme, il propose ainsi en 1933 une rupture radicale avec le modèle orthodoxe :

*« For these strong reasons, therefore, I am inclined to the belief that, after the transition is accomplished, a greater measure of national self-sufficiency and economic isolation between countries that existed in 1914 may tend to serve the cause of peace, rather than otherwise. At any rate, the age of economic internationalism was not particularly successful in avoiding war; and if its friends retort, that the imperfection of its success never gave it a fair chance, it is reasonable to point out that a greater success is scarcely probable in the coming years.»*⁷⁹

⁷⁶ "National Self-Sufficiency," The Yale Review, Vol. 22, no. 4 (June 1933), pp. 755-769

⁷⁷ Markwell, op.cit.

⁷⁸ Markwell, op.cit.

⁷⁹ "National Self-Sufficiency," op.cit.

L'effet de relance du réarmement européen, un test de validation pour la Théorie Générale

Concernant les dépenses militaires en tant que dépenses publiques spécifiques, Keynes est conscient de leur possible efficacité contre le chômage⁸⁰. La stimulation des activités économiques liées à l'armement devrait induire une hausse de l'emploi et des salaires, ce qui pourrait entraîner une hausse de la demande et donc de la production. Faisant l'hypothèse d'une hausse des dépenses militaires de 150 million de livres, Keynes conclut que cela pourrait aider à surmonter le chômage, du fait de leur effet multiplicateur :

*« If so, the direct effect of the armament expenditure may be to take 300,000 men of the dole. I fancy that even the pessimists would reckon that a fairly conservative figure. »*⁸¹

Cependant, la hausse de la production d'armement n'est qu'une solution de pis-aller, qui ne répond pas aux besoins sociaux et qui ralentira le potentiel productif économique sur le long terme. Les dépenses militaires sont les plus improductives (mais utiles pour la défense nationale) des dépenses militaires. Les armes sont soit utilisées ou détruites en cas de guerre ; donc leur production ne représente pas un transfert inter-temporel de pouvoir d'achat, mais une exclusion définitive des facteurs de production du processus économique. C'est une consommation improductive. La préparation à la guerre, davantage que la guerre elle-même, est une incitation temporaire à l'activité économique. Mais Keynes désapprouvait ce qui est maintenant connu sous le nom de « keynésianisme militaire », parce qu'il ne pouvait avoir que des effets de court terme. Il est mieux de diriger l'investissement public vers l'industrie de construction ou l'ingénierie civile, qui sont socialement utiles.

*« I have a special extra reason for hoping that trade-unionists will do what they can to make this big transition to fuller employment work smoothly. I began by saying that the grand experiment has begun. If it works, if expenditure on armament really cure unemployment, I predict that we shall never go back all the way to the old state of affairs. I we can cure unemployment for the wasted purpose of armaments, we can cure it for the productive purposes of peace. »*⁸²

Les succès de l'industrie allemande ont de fait été observés par les pays démocratiques européens depuis le milieu des années 1930. En 1938, Keynes explique cette croissance par le fait que le pays utilise ses pleines capacités de production, et affirme que la Grande-Bretagne devrait suivre cet exemple. Il est de

⁸⁰ 'Will Rearmament Cure Unemployment?', *The Listener*, 1st June 1939, 528-532.

⁸¹ Op.cit., 531.

⁸² Op.cit. 532.

fait favorable à une planification étatique souple⁸³. Mais même s'il réhabilite l'interventionnisme, cela ne signifie pas qu'il est favorable à une militarisation de la vie économique.

En fait, Keynes regrette que la seule dépense publique de son temps qui aide à résorber le chômage soit faite dans le secteur militaire. Sans les dépenses militaires, le gouvernement britannique n'aurait jamais eu recours à l'emprunt. Or, leur efficacité pour surmonter la crise économique ne peut être que temporaire ; une politique basée sur d'autres dépenses publiques serait plus efficace.

De plus, en 1942, dans sa réflexion sur les économies européennes après la seconde guerre mondiale, Keynes souligne le manque de productivité des dépenses militaires et le fardeau qu'elles représentent pour l'économie nationale, alors que les finances publiques devraient servir à encourager les capacités productives nationales. Il dénonce ainsi l'interdiction faite à l'Allemagne de garder une armée et une industrie d'armement : ces mesures sont selon lui un moyen de débarrasser le pays d'un fardeau économique considérable⁸⁴. L'essor des exportations allemandes, au dépend d'autres pays qui, tels la Grande-Bretagne, assume le fardeau de la sécurité internationale, sera inéluctable. Keynes suggère ainsi qu'en compensation, l'Allemagne contribue au financement du maintien de la paix dans le monde.

Quand la seconde guerre mondiale paraît inévitable, Keynes commence à étudier le meilleur moyen de financer le conflit, sans affaiblir l'économie britannique. Dans un court écrit publié en 1940, *How to pay for the war*⁸⁵, il applique sur ce sujet les principes exprimés en 1936, dans la *Théorie générale*. L'action publique est nécessaire pour diminuer l'inflation, dans un contexte de relance économique due au conflit. Keynes recommande une distribution égalitaire du fardeau financier entre les classes sociales, pour la justice et la paix sociale. La relance économique génère une importante épargne privée, dont la moitié doit être prélevée par l'impôt, afin de financer la guerre. Les besoins financiers supplémentaires pourraient être remplis en retardant la consommation individuelle, par des mesures étatiques en accord avec les syndicats, telles que des paiements différés. Ces mesures pourraient stopper l'inflation en restreignant le pouvoir d'achat.

⁸³ *Series on the State and Industry*, 14 March 1932, Volume 21 p 90.

⁸⁴ *Inter-Departmental Committee on Reparation and Economic Security*, 21 December 1942, Volume 26 p 339.

⁸⁵ Keynes J.M. (1940), *How to pay for the war. A radical plan for the Chancellor of the Exchequer*, London, Macmillan.

Conclusion

Après la seconde guerre mondiale, Keynes rédigea une lettre ouverte au Président Roosevelt⁸⁶, mais, malgré le caractère apparemment *keynésien* des mesures économiques du New Deal, les dissensions étaient profondes entre les deux hommes. Si Roosevelt privilégiait les mesures sociales, il restait hostile à l'organisation d'un interventionnisme étatique financé par l'emprunt, solution pourtant préconisée par Keynes, pour relancer le pouvoir d'achat. L'appel renouvelé de Keynes à la solidarité économique internationale après la seconde guerre mondiale n'eut pas non plus de suite directe : ainsi échoua son projet de contrôle des prix des matières premières et surtout celui d'une monnaie internationale, gérée par une institution mondiale assurant l'équilibre des balances des paiements de tous les pays, grâce à l'organisation de transferts de capitaux des pays excédentaires vers les pays déficitaires.

La réflexion de Keynes a été profondément nourrie par sa participation aux négociations internationales de l'entre-deux guerres mondiales, en tant que conseiller du Trésor britannique notamment. S'il a pu percevoir la guerre comme un laboratoire d'expérimentation permettant de tester la validité de sa théorie de l'effet de relance des dépenses publiques, il ne peut en aucun cas être considéré comme un partisan du « keynésianisme militaire », c'est-à-dire l'utilisation des dépenses militaires comme instrument privilégié de politique économique (justifiée notamment par les retombées technologiques attendues des investissements militaires). Keynes était ouvertement hostile au militarisme et à la guerre, convaincu qu'ils étaient contraires à la nature humaine. Toutes ses propositions de réorganisation de la gouvernance mondiale visaient à garantir l'absence de conflits internationaux liés aux questions économiques ou monétaires. Sa déception à l'égard des sanctions économiques internationales comme moyen de résolution pacifique des conflits fut grande. Pour apaiser durablement les relations internationales, il appelait en septembre 1945 l'Europe à revenir, dès que les économies seront rétablies, au libéralisme commercial, avec l'aide des Etats-Unis, ce retour étant dans l'intérêt de tous les pays sur le long terme. Même si cela peut paraître contradictoire avec ses déclarations des années 1930 en faveur d'un retour à davantage d'autosuffisance qu'avant la première guerre mondiale, cela témoigne justement de la primauté de sa préoccupation à l'égard de la pacification des relations internationales. La paix mondiale devait selon lui être consolidée par des institutions internationales garantes de la prospérité de tous les pays grâce à des mesures interventionnistes basées sur le principe de la solidarité internationale.

⁸⁶ *An Open Letter to President Roosevelt* John Maynard Keynes, 1933. Publishing Information.

BIBLIOGRAPHIE

- **The Collected Writings of John Maynard KEYNES**, edited by Donald Moggridge, Macmillan, St Martin's Press, for the Royal Economic Society.
 - Volume II, The economic consequences of peace (1919), 1971.
 - Volume XI, Economic articles and correspondence, 1983.
 - Volume XIII, The General Theory and after. Part I: Preparation, 1973.
 - Volume XVI, Activities 1914-19: The Treasury and Versailles, 1971.
 - Volume XVII, Activities 1920-2: Treaty revision and reconstruction, 1977.
 - Volume XIX, Activities 1922-9: The return to gold and industrial policy, 1981.
 - Volume XX, Activities 1929-31: Rethinking employment and unemployment policies, 1981.
 - Volume XXI, Activities 1931-9: World crises and policies in Britain and America, 1982.
 - Volume XXIV, Activities 1944-6: The transition to peace, 1979.
 - Volume XXVI, Activities 1941-6: Shaping the post-war world: Bretton Woods and reparations, 1980.
 - Volume XXVII, Activities 1940-6: Shaping the post-war world: employment and commodities, 1980.
- Alcouffe A. (1997), Keynes and the French guardians of the Say's law, ESHET, 1st conference, Marseille.
- Angell N. (1910), *La grande illusion*, Hachette et Cie, Paris.
- Angell N. (1921), *The fruits of victory*
- Barber W. J. (1991), 'Attempts to comprehend the nature of war, 1910-20', in Goodwin C.D. (ed), *Economics and national security, History of Political Economy*, annual supplement, 23, Duke University Press, 75-76..
- Biard d'Aunet (1923), *Le règlement des réparations*, *Revue d'Economie Internationale*, pp. 4-40. Blondel G. (1920), *La situations économique et financière de l'Allemagne*, *Revue Economique Internationale*, pp. 443-460
- Coulomb F., Hartley K., Intriligator M.D. (2008), 'Pacifism in the economic analysis : a historical perspective', *Defence and Peace Economics*, Fall.
- Coulomb F. (2000), « Charles Rist, la revanche de l'économie sur l'esprit de revanche », in Dockès P. (dir.) : « *Les traditions économiques françaises 1848-1939* », Editions du CNRS, Paris.
- Coulomb F. (1997), « La révolution keynésienne : une conséquence inattendue de l'analyse de la sécurité internationale de l'entre-deux guerres », *Cahiers de l'Espace Europe*, Contribution en l'honneur du Pfr Robert Eisner, Grenoble.
- Dostaler G., (2005), *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel.
- Gide C. (1919), *Le partage de l'Afrique et le traité de paix*, *Revue d'Economie Politique*, pp. 754-765.
- Guyot Y. (1921), *L'année du Traité de Versailles*, *Journal des Economistes*, pp. 3-27.
- Hagemann Harald (2002), *The German edition of Keynes's General Theory: Controversies on the Preface*, Universität Hohenheim , conférence ESHET, mai 2013.
- Mantoux, E. (2002 [1946]), *La paix calomniée ou Les Conséquences économiques de M. Keynes*, L'Harmattan, Paris.
- Markwell D. (2006), *John Maynard Keynes and International Relations: Economic Paths to War and Peace*, Oxford & New York: Oxford University Press, p.32.

-
- Markwell (1995), *J.M. Keynes, idealism and the economic bases of peace*, in Long David, Wilson Peter, “Thinkers of the twenty years’ crisis”, Clarendon Press, Oxford, p. 197.
 - Marshall, A., & Whitaker, J. K. (1996). *The Correspondence of Alfred Marshall, Economist Volume 3. Volume 3*. Cambridge, Cambridge University Press.
 - Skidelsky R. (1983-2000), *John Maynard Keynes*, 3 volumes, Macmillan.
 - Turnell S. (2002), *Keynes, economics and war*, Macquarie Economics Research Papers, 7, Sydney.
 - Williams A.J. *Failed Imagination?: New World Orders of the Twentieth Century, Failed Imagination? Anglo - American New World Orders from Wilson to Bush*, Manchester University Press, 1997 and 2007.
 - Rueff J. (1922), *Le change, phénomène naturel*, dans *Théorie monétaire*, Volume II, Plon, Paris, 1979, pp. 141-180, p. 173.
 - Rueff J. (1928), *Une erreur économique: l'organisation des transferts*, dans *Théorie monétaire*, op. cit., pp. 181-200, p. 183.